

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 23/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LHOIST FRANCE OUEST

Route de Buzançais
Usine des Gaillards
36800 ST GAULTIER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté Les Gaillards 36800 ST GAULTIER. L'inspection a été annoncée le 12/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- Les Gaillards 36800 ST GAULTIER
- Code AIOT : 0010002859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est située sur le territoire de la commune de SAINT-GAULTIER aux lieux-dits « Les Gaillards », « Le Champ des Ronces », « Pré Gentillet », « Dix Mines », « Chézal-Dessus », « Le Champ des Bruyères », « Le Bois de l'Etang » et « Terre du Bois de la Montée ».

L'emprise de la carrière autorisée est de 74 ha 15 a 51 ca. L'usine de production de chaux est implantée sur le site. Le matériau extrait est du calcaire. La production maximale autorisée est de 800 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 650 000 tonnes. Le calcaire extrait est traité sur place. Il est ensuite utilisé pour alimenter l'usine de fabrication de chaux ou directement en amendement agricole. L'abattage des matériaux est réalisé à l'explosif.

Arrêté préfectoral n° 2005-07-0259 du 29 juillet 2005 (modifié) autorise LHOIST FRANCE OUEST à la poursuite et l'extension d'une carrière de calcaire jusqu'au 29 juillet 2035.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le III 5 A c de l'arrêté du 29 juillet 2005 : l'installation du canal venturi ;
- Le III 5 B b de l'arrêté du 29 juillet 2005 les accès et voies de circulation ;
- Le III 6 A b de l'arrêté du 29 juillet 2005 concernant les clôtures ;
- Le III 6 B de l'arrêté du 29 juillet 2005 : l'incendie et explosion notamment les matériels doivent être vérifiés au moins une fois par an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 5 A c	NC - VI du 13/10/2021	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 5B b	/	Sans objet
3	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 6 A b	/	Sans objet
4	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 6 B	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'ecart réglementaire sur les points de contrôle traités lors de l'inspection du 14 décembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 5 A c
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : NC - VI du 13/10/2021
Prescription contrôlée : Le débit maximal de rejet sera mesuré en continu. L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Le canal sera réalisé 3 mois après la déviation de la canalisation de gaz, qui passera dans cette zone, et au plus tard avant fin 2006. L'émissaire est équipé d'un dispositif de fermeture rapide. Des analyses de contrôle de pH, température, MEST, DCO, DBO5 et hydrocarbures totaux seront réalisées par un laboratoire agréé, tous les 3 mois. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans.
Constats : Conforme
Observations : Suite à l'inspection du 13/10/2021, l'inspection des installations classées a constaté que le débit des eaux rejetées n'était pas mesuré en continu. La société Lhoist a répondu, par courrier en date du 14/01/22 à l'inspection des installations classées. L'exploitant confirme que l'installation d'un canal venturi et d'une mesure continue a été réalisée fin 2021. La mesure est en service depuis décembre 2021. L'inspection a pu constater sur le terrain cet état de fait le jour de l'inspection du 14/12/22 et lève la non-conformité NC2 de l'inspection du 13/10/21. L'exploitant précise qu'un exercice de fermeture rapide a eu lieu en juin 2022 avec des résultats conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 5B b
Thème(s) : Risques chroniques, Accès et voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Une signalisation mentionnant la sortie d'engins de la carrière sur la route départementale doit être placée en amont et aval du débouché de la carrière. Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique. A cet effet, une installation de lavage et de débouillage des roues de véhicules et un portique permettant l'humidification du chargement doivent être mis en service à la sortie de la carrière.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection a constaté la bonne tenue des aménagements de circulation notamment voirie et parking. Le site dispose du panneautage informatif adéquate répondant ainsi aux exigences de l'article III. 5B b de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29/07/05. Le jour de la visite, les installations et les véhicules sortant de l'installation n'étaient pas à l'origine d'envols de poussières et n'entraînaient pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique. Le site dispose d'un dispositif de lavage et de débouillage des roues de véhicules et un portique permettant l'humidification du chargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 6 A b
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection a constaté par sondage que le site dispose d'une clôture adéquate à l'interdiction de l'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation. L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2005 article III6Ab.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article III 6 B
Thème(s) : Risques chroniques, Incendie et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection a constaté par sondage des équipements de lutte contre l'incendie à l'entrée du bâtiment des bureaux de la carrière "Lhoist" et un autre dans un véhicule de chantier. Ces constats n'ont pas révélé d'écart à la réglementation. L'exploitant a mis à disposition de l'inspection le rapport d'intervention de la société CHUBB en date du 3 février 2022 qui a réalisé le contrôle réglementaire annuel des équipements : <ul style="list-style-type: none">- 121 appareils ont été signalés en bon état ou fonctionnel- Aucun non vérifié- Aucun présentant des défauts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet